

PARCOURS ALUMNI

RENCONTRE AVEC LIONEL PISTONE – ALUMNI 2014

Présente-toi un petit peu, dis-nous ce que tu as envie de dire sur toi et ton parcours.

L.P : J'ai 25 ans, je suis sorti en 2014 de l'UCL en administration publique après avoir fait mon bachelier en sciences politiques à Mons, aux FUCAM. Je suis venu à Louvain-la-Neuve car l'option Management et politiques européennes n'existait pas à Mons. C'était très sympa et très précis, nous n'étions pas très nombreux dans cette finalité.

Dès mes études terminées, j'ai tout de suite commencé à travailler comme professeur dans le secondaire, au gré des remplacements. J'ai rendu mon mémoire le vendredi et je commençais le lundi. J'ai fait ça pendant six mois tout en cherchant quelque chose de plus proche de l'administration publique. C'est ainsi que j'ai trouvé un emploi au cabinet du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Carlo Di Antonio où je suis resté un an. Ensuite, je suis allé travailler pour l'ASBL Nature & Progrès, qui fait notamment la promotion de l'agriculture biologique. Le Cabinet fut donc un bon tremplin pour mon job actuel.

En quoi consiste précisément tes fonctions au cabinet comme chez Nature & Progrès ?

L.P : Je suis chargé de mission des deux côtés. Chez Nature & Progrès, en raison de la petite taille de la structure, c'est particulièrement intéressant. Au Cabinet Di Antonio, c'était exactement la même chose, je fonctionnais de façon très autonome. Bien sûr, des gens vérifient le travail, mais c'était assez libre et cela m'a

permis également de découvrir de nouvelles choses au gré de mes intérêts. Cependant, il faut tout de même être convaincu de ce que l'on fait. Pour travailler chez Nature & Progrès, il faut être un minimum convaincu par l'agriculture bio.

Quelle est la grande différence entre le monde associatif et le monde politique ?

L.P : Honnêtement, ça reste quand même plus relax dans l'associatif. En revanche, on est parfois dépendants de certains subsides. Et il faut parfois se débrouiller pour faire des résultats alors que l'association n'a pas des millions... S'il n'y a plus de sous, il n'y a plus de sous et il faut se débrouiller.

Une autre différence marquante est qu'à l'ASBL, à 17h, mon travail est fini. Au Cabinet, selon l'actualité ou les dossiers, on n'a pas d'horaires. Le risque aussi, dans cette très chouette expérience, c'est que le Cabinet tombe purement et simplement, comme on l'a vu récemment avec le Ministre Furlan. Et alors là, c'est plus de job. Il faut quand même une porte de sortie.

Quels sont les points forts de ta formation en administration publique ? Quels sont les points à valoriser lorsqu'on postule ?

L.P : Le gros avantage, c'est que c'est un master très ouvert qui touche à énormément de choses. Et donc j'ai aussi bien des compétences en sciences politiques, qu'en marchés publics ou en droit. Maintenant, c'est parfois à double

tranchant aussi. Un employeur peut vous dire "vous n'êtes pas assez spécialisé". Mais de manière générale je pense que c'est très bien d'avoir des compétences transversales. C'est plutôt recherché.

Comment cette formation d'administration publique est perçue par votre entourage dans la monde professionnel ?

L.P : Je crois qu'il y a une très bonne perception de ce master, à l'inverse peut-être de quelqu'un qui aurait dit "je fais sciences politiques" par exemple. Il y a l'image que les gens ont, a fortiori dans le contexte actuel, de la science politique "politicienne"; le "tous les mêmes". Je suis conseiller communal à Colfontaine, j'ai été élu en 2012 quand j'étais encore étudiant à Louvain-la-Neuve. J'entends encore quasiment tous les jours "oui mais vous, avec ce que vous gagnez, vous n'êtes pas proche des gens", etc. Le côté politique est très décrié en ce moment et ce n'est pas tous les jours très chouette. Alors qu'en administration publique, on passe plus facilement pour des "experts", des gens de dossiers ou de l'ombre. Le côté administratif a toujours, je crois, meilleure réputation que le côté politique.

Comment s'est déroulée la transition entre le monde universitaire et professionnel dans ton cas ? Pas de difficultés d'adaptation ?

L.P : Moi j'ai eu cette chance de trouver tout de suite, mais aussi parce que je le voulais. J'aurais pu me dire que prof de religion ne me convenait pas après des études comme administration publique et chercher autre chose en restant sans emploi... Quoi qu'il en soit, je ne regrette pas du tout d'avoir travaillé directement. La transition s'est faite un peu naturellement.

A ce niveau-là, je trouve que les jobs étudiants sont importants : ça aide à mieux envisager le monde du travail. S'engager dans le monde associatif, étudiant ou dans un job étudiant à côté de ses études est un plus indéniable. Surtout, qu'entre nous, on a quand même un peu de temps (rires).

Dans ton travail de tous les jours, as-tu remarqué des caractéristiques propres aux ADPU par rapport aux autres ?

L.P : Non, pas vraiment. On a quand même un bagage assez conséquent et large : pas des experts dans un domaine mais on touche un peu à tout. Ça peut peut-être nous différencier d'un juriste qui ne connaîtrait que le droit par exemple. C'est important et un plus du master.

Ça t'est arrivé dans ton travail de rencontrer d'autres diplômés en administration publique ?

L.P : Non, pas vraiment. On est déjà pas très très nombreux...

On entend souvent qu'il ne suffit pas de rester dans l'auditoire à accumuler les bonnes notes et qu'il faut aussi se créer un réseau. Pour toi, dans quelle mesure ça a de l'importance ?

L.P : Tout à fait, c'est l'un des éléments les plus importants, j'en suis convaincu ! De par mon expérience et celles d'autres amis cela s'est bien vérifié. Grâce à cela, j'ai pu sortir de l'université et trouver très rapidement un travail. Le réseau, c'est essentiel !